

Réunion « Grand débat » du 13 février 2019 à Lezoux

1 Introduction

Présentation des animateurs et des règles du jeu du Grand débat.

Intervention d'un gilet jaune qui fait remarquer que l'organisation de ce type de réunion n'a été possible que par l'action des gilets jaunes.

2 La fiscalité

2.1 Justice fiscale

Tout est lié à l'injustice fiscale.

Les taxes et les impôts sont nécessaires mais ils doivent être mieux répartis et être plus équitables.

Encadrement de l'optimisation fiscale et lutte contre la fraude fiscale.

Sanctionner les « paradis fiscaux ».

Il faut lutter contre la fraude fiscale et sociale entre 80 et 100 milliard d'euros.

L'état met des moyens insuffisants pour cette lutte (que 18 magistrats au pôle financier).

Il est indispensable de récupérer l'argent où il est :

- 80 milliards d'évasion fiscale
- 80 milliards de fraude fiscale
- 50 milliards du côté des agences et organismes d'état futiles voir inutiles (entre 2008 et 2012 19 supprimés et 138 créés!!!, qui servent à reclasser les copains et sans doute 90% sont à supprimer, il ne faut conserver que ceux qui ont un impact réellement utile comme ceux qui participent à la création d'emplois...)
- 100 milliards du côté des niches fiscales les plus discrètes et discutables... il faut en supprimer une grande majorité
- Soit un total de plus de 300 milliards à récupérer pour sauver la France économiquement et socialement... nos revendications portent là-dessus.

Impôt sur le revenu, revoir tranches et taux d'imposition

Contraindre les exilés fiscaux à payer les impôts qu'ils auraient acquittés s'ils étaient restés en France.

Imposer les GAFAs et les multinationales sur leurs chiffres d'affaires réalisés en France connus à partir de la TVA payée,

Modulation de l'impôt sur les sociétés à calculer sur un mode progressif en fonction du chiffre d'affaire et du résultat des entreprises. Son montant serait modulé selon l'affectation qui serait faite des bénéfices

Taxation des opérations de bourse à caractère spéculatif,

Il faut remettre en œuvre la taxe d'habitation, peut-être en la réformant,

Rétablissement de l'ISF sur la totalité du patrimoine détenu, suppression du mécanisme de plafonnement,

Il faut supprimer la CSG en particulier pour les retraités en prenant en compte les coûts de séjour

dans les maisons de retraite.

Faire en sorte que le CICE profite aux PME plutôt qu'aux grandes entreprises.

Baisse de la TVA sur les biens vendus par les TPE/PME, artisans et commerçants, l'activité et la consommation seront dynamisées, offrant un coup de « boost » aux centres villes, ouvrant des perspectives favorables en termes de création de richesses et d'emplois.

Une TVA à taux zéro pour les produits de première nécessité.

2.2 *Transparence fiscale*

La fiscalité française est trop complexe, il faut revenir à des règles simples compréhensibles par tout le monde.

La complexité actuelle permet à ceux qui conçoivent les règles de les détourner à leurs profits plutôt qu'à servir le peuple (les Énarques)

2.3 *Justice fiscale et communes*

Les dotations d'état sont constamment en baisse aussi les communes ont de moins en moins de moyens pour remplir leur rôle. Il faut donc remettre les dotations de l'état à leur niveau antérieur et ne pas seulement stabiliser leurs baisses.

2.4 *Origine des réformes fiscales du début quinquennat*

Il fallait que M. Macron « rembourse » par les avantages accordés aux riches, le financement de sa campagne, par exemple réforme de l'ISF, diminution des taxes sur les dividendes...

2.5 *Fiscalité et Europe*

Les taux de TVA en France sont très largement supérieurs à ceux de nos voisins européens.

Il faut éviter que les états européens se mettent en compétition fiscale et sociale... ce devrait être le rôle de l'Europe de limiter ces débordements et promouvoir une harmonisation fiscale et sociale.

On assiste à une coupure européenne entre l'est et l'ouest en ce qui concerne la concurrence sociale.

2.6 *Train de vie de l'état*

128 préfets seraient sans affectation mais cependant ils toucheraient un salaire et éventuellement des primes !!!

Débusquer les planqués de la république, mettre au travail ceux qui sont sous employés, mettre en adéquation les salaires et les primes par rapport au type d'emploi... le système des privilèges est à remettre en cause.

Il faut avoir le courage politique de suivre les recommandations de la Cour des comptes afin de supprimer les privilèges.

Lutter contre la disparition du mobilier appartenant à l'état

Supprimer les salaires et avantages accordés aux anciens présidents de la république.

Voir aussi le paragraphe 4.5

2.7 *Train de vie des élus*

Certains cumuls de fonctions s'accompagnent de cumul de rémunérations qui ne se justifient pas

(exemple Maire et président d'un parc naturel...)

2.8 Fraude sociale

Il y aurait 10 000 cartes vital obtenues par des personnes nées à l'étranger et acquises avec de faux papiers. Le sénat aurait déposé un amendement concernant cette fraude et il serait passé à la trappe !!!

2.9 Pouvoir d'achat et revenus

2.9.1 Valse des prix

Empêcher les grosses sociétés d'augmenter leur prix

Diminuer les taxes sur l'électricité et l'énergie en général.

2.9.2 Coûts de déplacement

En zone rurale, il est presque impossible de se passer d'une voiture pour travailler, s'approvisionner, se soigner... Le coût du carburant prend une part de plus en plus importante dans le budget des ménages et il n'y a pas réellement d'alternative à la voiture. Les taxes sur le carburant ne doivent pas augmenter (*se reporter au paragraphe traitant de l'écologie*).

Le carburant doit faire partie des produits de première nécessité

2.9.3 Prime d'activité

La toucher entraîne une baisse des APL !!!

2.9.4 Revenu des personnes en précarité

Il faut tout remettre à plat en aidant ces personnes à retrouver leur dignité, un salaire universel pourrait être une bonne alternative à la complexité des aides actuelles... que ces personnes soient en âge de travailler ou qu'elles soient déjà à la retraite.

Mettre en place un revenu minimum net garanti pour toutes les personnes.

2.9.5 Répartition des profits des entreprises

Une saine répartition des profits seraient :

1/3 pour l'entreprise comme autofinancement

1/3 pour les financeurs (actionnaires)

1/3 pour les salariés

2.10 Étique et capitalisme

Il y a trop d'écarts dans la répartition des richesses, certains hauts revenus dépassent l'entendement.

On oublie que l'humain (quelle que soit sa fonction et son niveau hiérarchique dans l'entreprise) participe à la richesse de l'entreprise.

Le système capitaliste est en train de nous tuer au bénéfice d'un petit nombre.

La soif d'argent se fait au détriment de l'humain, il faut rendre le système plus social et juste.

3 L'écologie

3.1 La voiture

3.1.1 La voiture « normale »

Pour diminuer l'usage de la voiture, il faut avoir des moyens de transport alternatifs opérationnels (ferroviaire, cars, covoiturage, pistes pour les vélos...)

Il faut que les transports en commun soient adaptés et à un prix acceptable. Les coûts pratiqués par la SNCF sont trop élevés

On ne peut pas surtaxer le gasoil tant que l'on n'a pas de solutions de remplacement adaptées aux contraintes de chacun.

Peut-être que l'interdiction du gasoil en ville est nécessaire.

Promouvoir l'utilisation du bio-carburant.

3.1.2 La voiture électrique

Est-ce la bonne solution ?

Son coût énergétique de fabrication serait supérieur à celui d'un véhicule classique.

Il y a par ailleurs des problèmes de recyclage des composants et d'accès à des éléments rares pour sa fabrication (dépendance vis à vis de la Chine).

La voiture électrique c'est sans doute une erreur à terme.

3.2 Écologie version pessimiste

La planète est foutue. Le capitalisme tue tout pour gagner plus d'argent... hors il faudrait comprendre que pour continuer à gagner de l'argent il faut sauvegarder la planète.

Le jour où la planète va se régénérer, c'est le jour où les humains auront disparu.

Tout ce que l'on nous dit autour de l'écologie : tri sélectif, voiture électrique, circuits courts... ne sont que des solutions à 2 balles car il y a déjà le feu à la planète.

Il y a des pays qui ne suivent pas les efforts pour l'écologie, la Chine, les USA...

3.3 Écologie version « un peu » optimiste

Dans la façon de consommer, nous avons notre mot à dire mais aussi dans tous les actes de la vie quotidienne... cela nous permet de lutter contre l'épuisement des ressources.

Avant on avait des œillères, on doit apprendre petit à petit. Il y a une mouvance dans la société dans ce sens : concept d'économie circulaire, achat d'objets d'occasion, recyclage...

Il est parfois nécessaire que des décisions soient prises d'en haut, par exemple pour la remise en œuvre du verre consigné.

Il faut sensibiliser les enfants à l'écologie dès l'école.

On trouve des solutions dans la difficulté, aussi il faut avoir confiance dans la recherche, le développement, la formation de la jeunesse...

Il faut revenir aux recettes de nos ancêtres pour l'agriculture, sauver les insectes, accepter des solutions intermédiaires, changer les modes de production et de consommation et revenir sur

l'approche purement financière des activités humaines.

Dans plusieurs endroits de la planète on développe des productions locales sans engrais et sans pesticide (voir les Films « Demain » et « Après demain »).

Promouvoir des normes écologiques au niveau de l'Europe.

Le parc Livradois Forez travaille sur des thèmes en relation avec l'écologie.

3.4 Écologie et production

Notre mode économique basé sur la croissance ne prend pas en compte dans le PIB, la destruction de notre planète. L'humanité consomme chaque année 1,5 des ressources de la planète et cela va continuer en augmentant. Nous pouvons prendre des décisions au niveau de l'Europe en ayant des embargos commerciaux basés sur des raisons écologiques et humanitaires.

Il faut respecter la nature et pour cela les gros producteurs doivent faire attention : élevage intensif, destruction de poissons non vendable dans la pêche industrielle...

Il faut taxer les suremballages.

Dans l'élevage de bovins auvergnats, les veaux produits ici sont transportés en Italie pour être engraisés !!!, alors que dans une maison de retraite où chaque personne paie 2000€ par mois on fait venir des cartons de cuisses de poulets de Chine !!!

Les élus et les responsables de sociétés de transport doivent prendre aussi leurs responsabilités en supprimant les autobus diesel dans les villes et les motrices diesel sur les lignes ferroviaires.

4 Citoyenneté

4.1 Referendum

Pour certains sujets, le referendum serait une bonne solution. Exemple Suisse avec un vote négatif sur l'augmentation de la vignette de circulation.

C'est le moyen de mettre le nez dans les affaires de l'état, par exemple on aurait pu en avoir un sur la vente des autoroutes, on pourrait en avoir un sur la privatisation des aéroports de Paris...

Référendum d'initiative populaire porté par 500 000 électeurs

Inscription d'une loi au débat parlementaire sur demande de 500 000 pétitionnaires répartis sur l'ensemble du territoire

4.2 Cinquième République

On est au bout de la logique de la cinquième république, il faut trouver autre chose.

Il faut mettre de la proportionnelle dans le parlement.

La cinquième république a été faite pour De Gaulle, pour la changer il faut que le Sénat et la Chambre des députés le décident... mais ils ne voudront pas le changement car ils ont intérêt au statut actuel.

Il faut décaler l'élection présidentielle de l'élection législative de manière à ne pas avoir une assemblée de godillots.

Diminuer le nombre de députés n'est pas une bonne idée si on veut que les députés soient le relais entre les communes et l'assemblée. Il faut au moins un député par département. Pour être en relation avec la réalité, chaque député devrait avoir un mandat électif local.

Il faut à minima adapter la cinquième république.

4.3 Vers une sixième république

Instauration d'une VIème république pour que le pouvoir change de mains, primauté au parlement, maîtrise de l'ordre du jour par les parlementaires,

Reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé.

Abrogation du 49-3,

Vote des parlementaires individuel et secret pour s'affranchir de la discipline de groupe,

Garantir une juste représentation des catégories populaires à l'Assemblée nationale,

Proportionnelle de liste à deux tours avec prime majoritaire,

Droit de vote des étrangers et citoyenneté de résidence,

Parité dans toutes les instances,

Limitation du cumul et du renouvellement des mandats,

Transformation du Sénat en une chambre représentative pour moitié des collectivités territoriales et pour moitié de représentants de syndicats ou associations,

Mise en place d'un statut de l'élu-e,

Supprimer la Cour de justice de la République,

Remettre la commune et le département au cœur de la démocratie de proximité par une nouvelle étape de la décentralisation,

4.4 Vote blanc et participation aux élections

Le vote blanc doit être pris en compte.

Il faut que l'on redevienne citoyen en participant aux élections.

Il faut rendre le vote obligatoire et éviter d'organiser les élections pendant des vacances scolaires.

Le vote blanc donne bonne conscience mais il ne sert à rien, il faut savoir prendre des décisions et si on n'est pas content des choix proposés, il faut s'engager en politique pour faire valoir ses idées.

4.5 Confiance

Il y a beaucoup de défiance vis à vis de la classe politique, aussi les citoyens doivent se saisir des affaires publiques. Il faut garder le contrôle sur les décisions politiques.

Les personnes se défient des élus à juste raison, leurs casiers judiciaires devraient être vierges, il faut remettre la moralité et l'éthique dans la classe politique.

Il faut redonner aux parlementaires la maîtrise de l'ordre du jour.

Quel que soit le niveau de décision, il faut que les citoyens puissent intervenir par exemple en pouvant participer (et pas seulement assister) aux conseils municipaux.

Les maires ne sont pas critiqués aussi pourquoi les élites ne se tournent pas vers eux pour l'élaboration de leurs décisions.

Il faut diminuer, voire supprimer tout ce qui entraîne des dépenses d'appareils de la république.

C'est nous qui choisissons nos députés, il en faut certainement plus pour qu'ils soient proches du terrain mais on doit aussi contrôler / exiger qu'ils fassent leur travail.

4.6 Protection des empêcheurs de ronronner entre copains

Garantir les libertés syndicales,

Protection des lanceurs d'alerte,

Garantir l'indépendance des médias en interdisant la main mise sur la presse écrite, l'audiovisuel,

Assurer le pluralisme politique dans les grands médias audiovisuels,

4.7 Les non fonctionnaires payés par l'état

Il faudrait que toutes les personnes payées par l'état ou les fonds publics (députés, sénateurs, chargés de mission...) soient soumis au même statut et aux mêmes obligations que les fonctionnaires.

Comme leurs collègues allemands, il faudrait que sénateurs, députés, hauts fonctionnaires... paient ce qu'ils consomment (logement de fonction, repas, voiture...)

5 Service public

5.1 Dégradation du service public

Pérennisation de services publics de qualité, proches et efficaces,

Dans les hôpitaux, il y a une dégradation constante du service et de la sécurité pour les patients du fait du manque de personnel, du gel des grilles de salaires (les personnes quittent la fonction publique). Tout le système de santé est à revoir en particulier le financement des hôpitaux en fonction du nombre d'actes réalisés, on fonctionne comme dans le privé alors que les missions sont différentes.

Repenser le fonctionnement de l'hôpital public : suppression de la tarification à l'acte, embauche de personnels soignants, principalement infirmier(e)s et aide-soignant(e)s, restructuration du service des urgences...

Pérennisation de notre système de santé alimenté par des **cotisations** patronales et salariales, meilleure prise en charge du coût des soins « obligatoires »

Dans les EHPADs, le résident paie 2000€ par mois pour un service plein de dysfonctionnements. On souhaite que certains décideurs passent un mois en tant que résident pour mesurer la dégradation du service.

On casse le service public en externalisant les parties les plus rentables (celles que les entreprises privées veulent bien prendre)... il ne reste que des centres de coût.

Le service public est tellement pauvre que dans un hôpital on a demandé aux salariés de se cotiser pour acheter un véhicule qui manquait au service !!!

Il faut gérer le problème de la désertification en créant des centres médicaux et administratifs dans des regroupements de communes... le tout internet pour les démarches administratives ne peut pas répondre à tous les besoins en particulier lorsque ces démarches doivent être mise en œuvre par des personnes âgées.

Dans les maisons de santé, il faut des médecins salariés qui sont déchargés des problèmes administratifs.

5.2 Financement du service public

Ce n'est pas l'argent qui manque pour faire fonctionner les services publics si on va le chercher là où

il est (*voir le paragraphe sur la Justice fiscale*).

Le service public est payé avec notre argent, de fait c'est une partie de notre salaire.

Pourquoi respecter les règles européennes concernant le déficit ? Avec 2 200 milliards de dettes que l'on ne pourra jamais rembourser, alors un peu plus ou un peu moins qu'est-ce que cela change ?

Mettre sur pied un grand programme d'investissement destiné à réparer nos infrastructures, notamment routières, et à se doter de structures d'accueil : hôpitaux, EHPAD, écoles... digne d'une grande démocratie,

5.3 La fonction publique

Les services publics sont la chance de ce pays mais malheureusement la chasse aux fonctionnaires est ouverte.

Les dysfonctionnements au sein des services publics sont mis en lumière par la cour des comptes, des dysfonctionnements doivent aussi exister dans les entreprises privées mais il n'y a pas s'équivalant à la cour des comptes pour elles.

Il y a de la précarité dans la fonction publique avec des contrats annuels qui au bout de 6 ans devraient être transformés en CDI... alors on vire les personnes au terme de la cinquième année d'où perte de savoir-faire car il faut à nouveau reformer une personne.

On propose aux titulaires de partir moyennant une prime.

5.4 Lutte contre la précarité

Anticiper les conséquences du vieillissement de la population en se dotant des moyens matériels et humains nécessaires,

Réquision des bâtiments vides pour les affecter au logement des personnes sans abri ou mal logées,

Application de la loi sur l'égalité homme-femme.

5.5 Fin de vie

Une législation existe sur la fin de vie, malheureusement les médecins sont peu enclins à les mettre en œuvre.

6 Conclusion

Conclusion proposée par un gilet jaune :

La mixité sociale induite par le mouvement des gilets jaunes permet de débattre et de faire progresser les idées en direction de la classe politique et des décideurs.